

Concours : ENM complémentaire - Année 2023

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



la judiciarisation de la vie publique

Le nombre de lois promulguées varie chaque année entre 35 et 60 sur la période 2002 et 2020 (doc 1). Or, l'inflation normative n'est pas sans conséquence sur la fonction de juge (da 1).

Notre Etat de droit est fondé sur la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Cependant, plusieurs interlocuteurs de la mission territoriale estiment que l'équilibre entre ces pouvoirs est en passe d'être rompu au bénéfice du pouvoir du juge qui s'étendrait au point d'empiéter sur les prérogatives du politique - ils parlent d'une "judiciarisation de la vie publique" (doc 1).

Les enjeux sont importants en terme de démocratie mais aussi en terme de légitimité car les médias émettent des accusations répétées de "gouvernement des juges" (doc 8).

Si la judiciarisation de la vie publique est constatée (I), elle peut être relativisée (II).

II) Une judiciarisation de la vie publique constatée

L'indépendance de la justice est remise en cause (A) d'une part ; on assiste à une judiciarisation de la vie publique d'autre part.

A) Une remise en cause de l'indépendance de la justice vis à vis de la vie publique

L'indépendance de la justice est affirmée par la Constitution qui charge le président de la République d'en être le garant et par les dispositions organiques de l'ordonnance n° 58-1270

N°

1/4

du 12 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - l'indépendance de la juridiction administrative a valeur constitutionnelle depuis 1986 (doc 4) - les juges judiciaires du siège comme administratifs bénéficient de l'immunité - Ils ne reçoivent aucune instruction dans l'exercice de leurs fonctions (doc 11)

De même, J.N SAUVE note en 1914 que la nomination des juges, leur promotion et leur carrière relèvent le plus souvent de conseils supérieurs de justice, eux même indépendants des autres pouvoirs - leurs décisions sont respectées et exécutées (doc 11)

Toutefois, J.N SAUVE affirme que le concept de séparation des pouvoirs revêt les apparences d'une illusoire simplicité (doc 11)

En 1912, Pascal JAN met en avant la dépendance de la justice - si la fin de la présidence du CSN par le président de la République a constitué une étape salutaire, la restriction des avis conformes aux seuls magistrats du siège est régulièrement dénoncée - De même que la dépendance hiérarchique des membres du Parquet au Garde des Sceaux - Enfin, la justice est influencée par l'exécutif, les magistrats de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat étant nommés par décret présidentiel - Et le Parlement détermine les moyens financiers du Ministère de la Justice (doc 4)

B) la judiciarisation de la vie publique contestée

A cette non indépendance constatée est également remarquée une judiciarisation de la vie publique - le juge tant administratif que judiciaire a en effet vu son rôle considérablement se renforcer ces dernières années -

Le contrôle du juge administratif a non seulement gagné en étendue mais aussi en intensité (doc 1) - Reconnu dès les années 1950 par le Conseil d'Etat, le droit au recours est définitivement consacré en 1996 par le Conseil constitutionnel sur le fondement de l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen - Historiquement restreinte, l'intensité du contrôle administratif n'a cessé de s'aggraver jusqu'à devenir un contrôle normal au sens de la limitation d'une liberté fait l'objet ainsi d'un entier contrôle de proportionnalité depuis l'arrêt Benjamin (doc 1) -

De même, le pouvoir du juge judiciaire s'est considérablement accru - tout d'abord, sous l'influence du

droit international, la Cour de cassation s'est vu reconnaître un contrôle de proportionnalité (doc 1). Le conseil constitutionnel a aussi son rôle qui s'est élargi considérablement avec la question prioritaire de constitutionnalité (doc 10)

Enfin, nous assistons depuis quelques années à une prolifération des lois, notamment en matière pénale et des textes normatifs sont parfois de mauvaise qualité (doc 1). Or cette situation crée un espace pour le juge qui doit interpréter des textes parfois ambigus, contradictoires entre eux ou instables (doc 1)

Cette prolifération est particulièrement visible en matière pénale (doc 6). Ainsi, des circonstances aggravantes sont rajoutées, des délits particuliers sont créés, comme le harcèlement scolaire. Le même constat peut être fait en matière de lutte contre les violences intrafamiliales (ou trois textes ont été votés en un an).

Cette judiciarisation de la vie publique est toutefois à relativiser.

II/ Une judiciarisation de la vie publique relativisée

Si des critiques ont été émises, elles sont nuancées (A). De plus, des solutions peuvent être trouvées pour lutter contre cette judiciarisation (B).

A/ Une judiciarisation modérément critiquée

Dans le rapport d'information au Sénat, est pointé le risque de paralysie de l'action publique liée à la tendance de la pénalisation de la vie politique. Cette dernière consiste à rechercher la responsabilité pénale des élus ou des membres du gouvernement pour des faits qui auraient autrefois donné lieu à une mise en cause de leur responsabilité politique. En effet, depuis la crise sanitaire 19 685 plaintes ont été reçues par la Cour de Justice européenne (doc 5) (doc 1) (doc 10). Toutefois, les nombreuses accusations, le plus souvent, ne se traduisent pas par des condamnations (doc 3)

De même, le rapport d'information constate que le renforcement d'un pouvoir accru des juridictions depuis plusieurs décennies pose la légitimité des magistrats à exercer ce pouvoir et du contrôle démocratique qui peut être exercé par leur action

(doc 1) - Certains auteurs discernent en termes vifs un danger pour la "démocratie". Ainsi, la doctrine parle-t-elle, parfois du "caprice du juge". Mais parallèlement, d'autres interlocuteurs contestent vigoureusement l'idée d'un pouvoir grandissant des juridictions au détriment de la nuance. Ainsi, M. Dominique ROUSSEAU considère qu'il y a aujourd'hui un équilibre entre la voie (les représentants qui font la loi) et l'oeil (qui sont les juges). (doc 2) - De même, M. Bernard STIRN estime que l'état d'urgence a démontré la capacité du juge administratif à garantir un équilibre entre l'état d'urgence et l'état de droit et exerçant rapidement un véritable contrôle en référé (doc 3)

B/ Une judiciarisation solutionnée

Dans son rapport, la Commission de réflexion "Cour de cassation 2030" ^(doc 4) propose deux recommandations dans le cadre de la judiciarisation. D'une part, elle propose d'organiser un débat exceptionnel sur certaines affaires phares. Afin de dissiper "les malentendus sur les accusations répétées de gouvernement des juges", la commission propose que chaque année quelques affaires phares soient traitées selon une procédure exceptionnelle, désignée par l'expression "procédure interactive ouverte". Les journaux pourraient concerner tous les domaines, notamment les nouvelles formes de filiation, l'environnement, la santé, la laïcité (doc 5).

Dans un même souci de transparence, la commission préconise la création au niveau national d'une instance de concertation sur le modèle des conseils de juridictions (doc 6). Il s'agirait pour la Cour de réunir cette instance, au moins d'une à deux fois par an, pour participer au dialogue constant nécessaire entre les trois pouvoirs.

Le Sénat a également émis des recommandations. Ainsi, la procédure de l'amicus curiae pourrait être développée et les rapports annuels des trois juridictions supérieures pourraient être présentés les uns aux autres (doc 7).